

ARCHIVES NATIONALES
SECTION DES MISSIONS
CENTRE DES ARCHIVES CONTEMPORAINES

REPERTOIRE
COTE CAC : 20010454

MINISTERE : INDUSTRIE
COMMISSARIAT A L'ENERGIE SOLAIRE

ART 1-1: AXES GENERAUX ET MOYENS DE FONCTIONNEMENT, 1973-1982
ART 12-20: SOUTIEN A LA FILIERE DE VALORISATION DE L'ENERGIE SOLAIRE EN FRANCE,
1973-1982
ART 21-42: COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE SOLAIRE, 1974-
1982

COMMUNICABILITE.....30 ANS
NOMBRE DE CARTONS.....42 DIMABS

PARIS, 2001

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE SOLAIRE, 1978-1982

Créé par décret du 9 mars 1978, le COMES était un établissement public industriel et commercial chargé de la coordination, de l'animation et de la promotion de l'ensemble des activités solaires en France.

Sa création s'inscrivait dans le contexte du choc pétrolier, et relevait d'une volonté d'amélioration voire d'inversion du bilan énergétique, et de renforcement de l'autonomie énergétique du pays. Les énergies renouvelables devaient à ce titre jouer un rôle stratégique. Ainsi, à la fin des années 1970, selon le degré de conviction, on espérait que les applications solaires pourraient représenter rapidement 5 % à 25 % des besoins énergétiques de la France.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le souci de se concilier une opinion publique sensibilisée aux thèmes écologiques, à la veille des élections de 1978 qui s'annonçaient difficiles. Le nom même n'était pas sans évoquer le tout-puissant *Commissariat à l'énergie atomique*, auquel le COMES faisait très symboliquement contrepoids. Mais sur le plan du fonctionnement, ce dernier était censé plutôt se rapprocher de la NRA américaine, avec un domaine très précis d'intervention.

« Agence d'objectifs », sans laboratoires propres, le COMES devait agir de trois manières :

- il collectait de la documentation auprès des laboratoires du secteur public et des utilisateurs privés, afin de pouvoir éclairer la politique gouvernementale.
- il intervenait, par des contrats d'incitation, dans les domaines de la recherche, du développement et de la démonstration concernant quatre applications : l'habitat solaire (chauffage et production d'eau chaude par énergie solaire), la chaleur solaire appliquée à l'industrie (centrales thermodynamiques, fours solaires) ; la conversion photovoltaïque (production de courant électrique par éclairage) ; l'utilisation énergétique de la biomasse (la « révolution biologique, jugée potentiellement aussi importante pour relayer les ressources d'énergie fossiles et fissiles que le nucléaire).
- enfin, il était chargé de préparer les accords internationaux dans le domaine de l'énergie solaire, et de veiller à leur bonne exécution : cette action internationale concernait particulièrement les pays en voie de développement relevant du ministère de la Coopération, pour lesquels on attendait beaucoup de l'énergie solaire pompée photovoltaïque de l'eau, cuisson solaire, production de froid solaire pour la conservation des médicaments et des aliments).

Pour présider le COMES, le président de la République se tourna vers Henry Durand (1928-1992), ingénieur des Mines et normalien dans l'entreprise depuis 1955, qui travaillait au Laboratoire d'électronique et de physique appliquée (LEP) sur les cellules solaires photovoltaïques, utilisées entre autres par le groupe Philips pour les satellites.

A partir de 1979, le COMES fut soutenu par un groupe de pression, le Comité d'action solaire¹.

¹ Ce lobby de l'énergie solaire fut fondé par Joël de Rosnay (scientifique), Georges Chavanes (industriel), Louis Bériot (rédacteur en chef de l'information d'Antenne 2) et Robert Lion (délégué général de l'Union des H.L.M.). Pour une présentation rapide, voir l'article d'Hélène Crié, « Le CAS, qu'est-ce ? Dépasser le cercle des convaincus », in *Action solaire*, hors série de juin 1982, p. 28-31 (dans ce versement, article 11).

Mais ses moyens restèrent fort limités. Le physicien Jean-Pierre Causse, un des proches d'Henry Durand, a laissé le tableau épique et vivant des difficultés qu'il rencontra pendant ces quatre années :

Au COMES, Henry agit vite. Il loue un appartement, ouvre un compte en banque, réunit quelques collaborateurs [le COMES devait compter 16 agents en 1978, puis une quarantaine], privilégiant les profils originaux, et lance ses premières actions. Mais l'administration le rattrape, le flanque d'un énarque et d'un mineur, le COMES s'alourdit et perd de son tranchant. De plus, à peine né, il lui faut décentraliser une équipe à Sophia-Antipolis qui démarre alors lentement. Il est vrai que les élections de 1978 ont été gagnées et que le ministre de l'Industrie, dont le COMES dépend, est sceptique sur l'avenir de l'énergie solaire.

Henry multiplie les initiatives et se dépense sans compter, en France, en Europe, en Afrique. (...) Ces voyages n'étaient pas tous des parties de plaisir : je le revois dans la neige de Targassonne, dans les Pyrénées orientales, inspectant les dégâts causés par la tempête de la nuit de Noël 1979, à la centrale de TEMIS alors en construction (...).

Pouvait-on mieux faire au COMES ? Je en le pense pas. Lui-même a du souvent se poser la question. Au fond, hormis le photovoltaïque et la biomasse, croyait-il lui-même à l'énergie solaire ?²

Il est vrai que, doté d'un nouveau président, le COMES vit son crédit quelque peu rehaussé après mai 1981, à la faveur de l'écologisme, du tiers-mondisme et de l'affirmation renouvelée de l'indépendance nationale. Son budget pour 1982 augmenta de 50 %, et le gouvernement annonça la réhabilitation voire la création de certaines installations, comme le four solaire de Mont-Louis (Pyrénées orientales) ou la centrale de Vignola (Corse-du-Sud). Un ministre prédisait en novembre 1981 la création d'un véritable « marché de l'énergie solaire » et la création de 75 000 à 90 000 emplois dans ce secteur naissant. Pour réaliser ces ambitions, le COMES fut en 1982 intégré à l'Agence pour les économies d'énergie qui devint l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME).

Laurent Ferri , conservateur du patrimoine, 2001.

² Jean-Pierre Causse, notice d'hommage dans le Bulletin de l'association amicale de secours des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, 1994, p. 494.

Axes généraux et moyens de fonctionnement

Stratégie et moyens financiers et techniques

- Art. 1 Statuts
Conseil d'administration : dossiers préparatoires et procès-verbaux de séances, juin 1978-mai 1982
- Art. 2 Conseil scientifique, 1979-1981
Comité financier, 1980-1982
Réunion de cadres, procès-verbaux de séances, 1980-1982

Recrutement, affectations et management du personnel

- Art. 3 Organisation des services, affectations, implantations des délégations régionales, 1981-1982
Gestion du personnel à l'intérieur de la Direction plan et prospectives, 1980-1982
Recrutement de personnel, examen des candidatures, échantillon de cv, 1978-1982
Recrutement d'experts, 1978-1982
Organisation et calendrier des stages, 1981-1982
Relations avec les syndicats, 1980-1982

Synthèse de l'activité du COMES

- Art. 4 Rapports d'activité du COMES
Rapports de stage décrivant l'activité du COMES
- Fonctionnement de groupes de travail nationaux ou internationaux ayant trait à l'énergie solaire avant et après le Comes :
- Groupe de travail « Besoins d'énergie du secteur résidentiel et tertiaire » du Commissariat général au Plan, 1973
- Groupe de travail « Plan construction, groupe Energie et bâtiment » au Ministère de l'Equipement, 1973-1974
- Participation de H. Durand à l'UNICE/CERDI au titre du C.N.P.F., 1975-1979
- Art. 5 Groupe de travail « 100 00 pompes à chaleur », au Ministère de l'Industrie, 1981-1982
Groupe de travail « Maîtrise de l'énergie dans l'habitat et le tertiaire » : liste des membres, dossiers de réunions (mars-mai 1982), rapports techniques, 1982

Relations du COMES avec la Présidence de la République, les ministères, les organismes et entreprises publics ou privés

- Art. 6 Relations avec la Présidence de la République, 1979-1982
- Relations avec les ministères :
- Ministère des Affaires étrangères puis des Relations extérieures, 1978, 1981
- Ministère de la recherche et de la technologie, 1981-1982
- Ministère des PTT, 1981
- Ministère de l'Intérieur, 1980
- Ministère de l'Industrie, 1981-1982 (contient notamment les « tableaux de bord » de l'énergie fin 1981 et début 1982)
- Ministère de l'Environnement et du cadre de vie, 1980-1981
- Ministère des DOM-TOM, 1980-1982
- Ministère de l'Economie, 1980-1981
- Ministère de l'Education nationale, 1981-1982
- Ministère de la Défense, 1981-1982
- Ministère de la Coopération, 1979-1982
- Ministère du Budget, 1981-1982
- Ministère de l'Agriculture, 1980-1982

Relations avec des organismes et établissements publics ou privés :

Commissariat à l'énergie atomique, 1980-1982
Agence pour les économies d'énergie, 1978-1982

- Art. 7 Centre technique des industries aéronautiques et thermiques, 1981-1982
Groupement d'études et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale, 1981
Institut national de la recherche agronomique, 1980-1982
Centre d'étude du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts, 1980-1981
Agence nationale de valorisation de la recherche, 1979-1982
Direction de la Météorologie, 1980-1982
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, 1976-1982
Electricité de France, 1975-1982
Centre scientifique et technique du bâtiment, 1980-1982
Groupe d'analyse et de prospective des enquêtes économiques et technologiques, 1981-1982
CNRS, 1978-1982
Crédit Agricole, 1980-1981
CCI des Côtes-du-Nord, 1981

Etablissement d'une équipe du COMES à Valbonne, 1979-1982

Art. 8-10 Projets, concours et appels d'offre, plan, installation

Documentation générale

- Art. 11 Fiches documentaires internes
Documentation sur l'habitat solaire, 1979-1982

Soutien à la filière de valorisation de l'énergie solaire en France

Filière « Habitat »

- Art. 12 Résultats d'enquêtes auprès de particuliers, de collectivités et d'entreprises sur des réalisations de chauffage et alimentation en eau chaude, 1974-1982
Art. 13 Résultats d'enquêtes auprès de particuliers, de collectivités et d'entreprises sur des réalisations de chauffage et alimentation en eau chaude, 1973-1982. Documents relatifs au Plan Construction, 1972-1978
Art. 14 Documents relatifs au Plan Construction, 1976-1982 (concernant notamment l'application des techniques solaires aux H.L.M.)

Filière « Industries »

- Art. 15 Sensibilisation et information, 1978-1982

Filière « Biomasse »

- Art. 16 Généralités, 1976, 1978-1982
Art. 17 Relations avec d'autres organismes à propos de la biomasse (Elf, EMC, coopératives agricoles, FNSEA...)
Art. 18 Relations avec d'autres organismes à propos de la biomasse (EDF-GDF...)

Projets de la Délégation aux énergies nouvelles abandonnées

Art. 19-20 Dossiers, 1979-1982

Coopération internationale dans le domaine de l'énergie solaire

Participation de représentants du COMES à des conférences sur l'énergie

Art. 21 Dans le cadre européen

Art. 22-23 Dans le cadre international (ONU ; conférences sur l'énergie d'Abu-Dhabi 1979, Bangkok 1980, Nairobi 1981)

Organisation de séminaires, colloques, salons, expositions et forums internationaux par le COMES

Art. 24-30 Séminaires, colloques, salons, 1979-1982

Dossiers de coopération par pays (classement alphabétique)

Art. 31 Algérie (1976-1981), Australie (1979-1981)

Art. 32 Brésil (1978-1982), Chine (1976-1980)

Art. 33 Egypte (1977-1982), Emirats Arabes Unis (1973-1982)

Art. 34 Espagne (1977-1982), Etats-Unis d'Amérique (1973-1977)

Art. 35 Etats-Unis d'Amérique (1977-1979)

Art. 36 Etats-Unis d'Amérique (1980-1982), Grèce (1979-1982)

Art. 37 Inde (1977-1981), Italie (1978-1981)

Art. 38 Japon (1974-1982)

Art. 39 Malte (1976-1979), Maroc (1978-1983), Mexique (1978-1981)

Art. 40 Portugal (1977-1982), Québec (1977-1982)

Art. 41 République Fédérale d'Allemagne (1979-1982), Royaume Uni (1975-1982), Sénégal (1976-1981)

Art. 42 U.R.S.S. (1974-1981)